



Des habitants masqués tiennent une barricade à Nouméa, mercredi 15 mai.

DELPHINE MAYEUR/AFP

Face à la situation politique, cette soignante se dit lasse d'attendre : « J'aurai passé toute ma vie à attendre le prochain statut de la Nouvelle-Calédonie, le prochain référendum. » Parmi les Européens, « beaucoup de gens ont eu peur et vont repartir, c'est le but de tout cela », selon elle. Mais Isabelle se range du côté des optimistes. « J'ai vu la solidarité des gens depuis une semaine. On peut continuer à vivre ensemble. Je n'ai pas peur. Et je retournerai travailler, pour mes patients mélanésiens comme pour les autres. » ■

NATHALIE GUIBERT

La stratégie de l'ultimatum d'Emmanuel Macron

Le chef de l'Etat use d'une approche qui crée défiance et divisions : contrôler l'agenda et prévoir une date butoir pour la fin des négociations

ANALYSE

La méthode est toujours la même. Sur la Nouvelle-Calédonie comme sur d'autres sujets, Emmanuel Macron, pressé depuis quelques mois d'« avancer », a adopté un modus operandi qui lui est propre pour faire voter la modification du corps électoral, contestée par les indépendantistes : donner un temps de négociation aux loyalistes et indépendantistes ; leur fixer une date butoir pour conclure un accord, « avant la fin juin » ; en l'absence d'accord dans ce délai, se réapproprier le sujet pour trancher. « Passer en force », dénoncent de nombreux experts de la Nouvelle-Calédonie.

Ces derniers ont alerté depuis plusieurs mois le chef de l'Etat, lui demandant de « donner du temps au temps », en raison du climat éruptif qui règne sur l'archipel depuis le troisième référendum sur l'indépendance, organisé en décembre 2021. En vain. De même qu'il a refusé à l'époque de reporter ce référendum comme le lui réclamaient une partie des indépendantistes, Emmanuel Macron refuse d'accorder un nouveau délai pour le vote du projet de loi constitutionnelle modifiant le corps électoral sur le Caillou.

Officiellement en raison des prochaines élections provinciales, qui peuvent pourtant attendre l'automne 2025. Officieusement à cause des Jeux olympiques... « La Nouvelle-Calédonie est une terre où il faut faire les choses lentement, ne pas entrer dans des phases subites d'accélération », observe Dominique Bussereau, ancien président de la mission parlementaire sur la Nouvelle-Calédonie. Il y a eu ces derniers temps une accélération qui aurait pu attendre l'automne. « Le chantage au calendrier, c'est quelque chose qui n'a jamais mar-

« POUR LES INDÉPENDANTISTES, ÇA S'APPELLE NÉGOCIER AVEC UN PISTOLET SUR LA TEMPE. CE N'EST PAS UNE MÉTHODE ! »

JEAN-FRANÇOIS MERLE
conseiller de Michel Rocard
pour les outre-mer en 1988

ché » en Nouvelle-Calédonie, approuve Jean-François Merle, conseiller de Michel Rocard pour les outre-mer lors de la négociation des accords de Matignon sur l'archipel en 1988. « Les non-indépendantistes, qui ont obtenu ce qu'ils voulaient avec le « dégel » du corps électoral, quel intérêt ont-ils à aboutir à un accord ? Aucun ! Et pour les indépendantistes, ça s'appelle négocier avec un pistolet sur la tempe. Ce n'est pas une méthode ! », dénonce l'expert à la Fondation Jean Jaurès.

Emmanuel Macron recourt régulièrement à cette stratégie de l'ultimatum. Durant l'examen du projet de loi « immigration », qui a fait l'objet d'une motion de rejet à l'Assemblée nationale, le chef de l'Etat décide, le 12 décembre 2023, d'un renvoi du texte en commission mixte paritaire (CMP), de préférence à une nouvelle lecture dans chacune des deux chambres, au motif que le texte doit aboutir « avant Noël ». Une façon de contraindre sa propre majorité, profondément divisée.

L'accord issu de la CMP, largement dicté par les parlementaires Les Républicains, a été voté par les élus de la majorité « la mort dans l'âme et avec un pistolet sur la tempe », confie à l'époque un député Renaissance courroucé. Mais,

pour le chef de l'Etat, il s'agissait de libérer l'agenda pour ouvrir, début janvier, une séquence « remaniement » censée redonner du souffle au gouvernement à cinq mois des élections européennes.

En avril 2023, le chef de l'Etat, soucieux de renouer avec les partenaires sociaux après la fracture créée par la bataille des retraites, leur propose une réforme de l'assurance-chômage d'ici à la fin de l'année. Et s'engage à transposer dans la loi l'éventuel accord qu'ils auront pu trouver. Sans surprise, la fin de l'année se passe sans consensus entre patronat et syndicats. Le gouvernement a repris la main, s'engageant dans une nouvelle réforme « globale » de l'assurance-chômage, qui doit réduire la durée d'indemnisation des chômeurs.

« Le culte de l'action à tout prix »

Sur les retraites, M. Macron avait fixé d'emblée, durant la campagne présidentielle de 2022, les termes de la négociation avec les partenaires sociaux (report de l'âge légal de départ) et l'avait encadrée dans un calendrier précis, lié à l'examen du projet de loi. Une façon de « fermer le jeu ». « C'est la méthode de la marche en avant originelle, le culte de l'action à tout prix, décrypte l'ancien député PS Gilles Savary. Il faut aller de l'avant, dans tout domaine. Dans le cadre social, ce n'est pas idiot, car il y a une multitude d'intérêts liés. Mais en Nouvelle-Calédonie, ça ne peut pas fonctionner. Un peuple premier qui veut se décoloniser, ça ne s'achète pas. »

Parmi les « calédoologues », comme on appelle dans l'Hexagone les spécialistes de ce territoire mélanésien, « ça fait trois ans que tout le monde alerte le gouvernement sur le problème de sa méthode, qui consiste à passer en force au lieu de privilégier le consensus », observe Benoît Trépied, anthropologue au CNRS et spécialiste de la

Nouvelle-Calédonie. Contrôler l'agenda et prévoir une date butoir pour la fin des négociations est une technique éprouvée dans le monde des affaires. En politique, elle ne crée que défiance et brutalité : les acteurs suspectent le gouvernement de vouloir passer en force et s'approprient difficilement, voire pas du tout, la réforme. L'opinion publique se mobilise. Un procédé aux antipodes de la fameuse « méthode Rocard », faite de rigueur et d'appétence pour le dialogue social, dont le candidat Macron vantait les qualités en 2017 afin de se concilier les faveurs de la « deuxième gauche ».

La tête de liste socialiste pour les élections européennes, Raphaël Glucksmann, a déploré vendredi ce « changement de méthode » du gouvernement, « à l'origine de la crise » en Nouvelle-Calédonie, selon lui. « Il faut revenir à cette fabrique du consensus local qui a dicté les politiques pendant des décennies », a ajouté le candidat. Invité de toute part à rouvrir le dialogue avec les élus de l'archipel, le chef de l'Etat cherche à sortir de l'impasse tragique dans laquelle il s'est fourvoyé. Alors que six personnes ont déjà perdu la vie sur le Caillou, l'exécutif n'apporte qu'une réponse sécuritaire, promettant le retour à l'ordre, « quoi qu'il en coûte », selon le mot du haut-commissaire de la République Louis Le Franc. « Il faut des signes politiques dans le même mouvement, et il faut aller vite », préconise l'ancien premier ministre Manuel Valls.

Au sénateur PS et ancien ministre socialiste des outre-mer Victorin Lurel, qui lui conseillait mercredi par texto de missionner une délégation de responsables politiques pour rétablir le dialogue avec les Calédoniens, le chef de l'Etat a répondu : « D'abord rétablir l'ordre. Mais je t'entends. » ■

NATHALIE SEGAUNES

La CCAT, organisation indépendantiste au cœur de la mobilisation

Mise en cause par le gouvernement dans les émeutes, la cellule de coordination des actions de terrain est un collectif créé fin 2023

NOUMÉA – correspondance

Le ministre de l'intérieur et des outre-mer, Gérald Darmanin, a vivement mis en cause la cellule de coordination des actions de terrain (CCAT), jeudi 16 mai, la qualifiant de « mafieuse ». Soupçonnés d'être les commanditaires des violences qui enflamment la Nouvelle-Calédonie depuis lundi 13 mai, des membres de la CCAT font désormais l'objet d'une enquête. Cet organe, créé en novembre 2023, a porté la mobilisation contre le dégel du corps électoral de l'archipel depuis plusieurs mois. Il fait aujourd'hui l'objet de virulentes critiques, mais reste méconnu.

La CCAT prend place au sein des équilibres complexes du mouvement indépendantiste néo-calédonien qui est loin d'être monolithique, entre radicaux et modérés. Le point de départ tient à la volonté de faire l'unité, la seule option jugée possible pour peser dans les négociations de sortie du second accord de Nouméa, en 1998, face à un gouvernement

alors accusé par les indépendantistes d'avoir choisi la méthode du « passage en force ».

Une gageure. A de nombreuses reprises, la question de l'ouverture du Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS) à d'autres organisations a été mise sur la table, sans jamais parvenir à trouver de consensus. Le FLNKS regroupe quatre principaux partis : l'Union calédonienne (UC), la Palika (Parti de libération kanak), le Rassemblement démocratique océanien (RDO) et l'Union progressiste en Mélanésie (UPM). Mais il exclut toutes les autres formations politiques, syndicales ou religieuses qui représentent pourtant une part non négligeable des voix en faveur de l'émancipation de l'archipel. Parmi celles-ci, notamment, l'importante Union syndicale des travailleurs kanak et des exploités (USTKE) proche du monde libertaire, et sa déclinaison politique, le Parti travailliste.

Le projet d'intégrer tous ces mouvements pro-indépendantistes dans une seule organisation a alors fait débat. Face aux atermoiements du Palika, qui redoutait une dilution du pouvoir de décision, l'UC s'est finalement décidée à contourner le problème, mi-novembre 2023, lors d'un de ses congrès, en actant la création de la fameuse CCAT. L'idée alors est simple : rassembler le plus largement possible pour s'opposer à la réforme constitutionnelle visant à ouvrir le corps électoral pour les élections provinciales.

Lors de la première conférence de presse fin novembre 2023, les responsables de la cellule alertent sur « le risque que fait courir l'Etat » avec « un passage en force ». Ces mêmes mots seront inlassablement répétés, au gré des mobilisations pacifiques et familiales jusqu'au début du mois de mai.

Contre la réforme électorale

Depuis l'explosion de violence du 13 mai, l'UC et la CCAT sont accusés par le pouvoir d'avoir endoctriné les jeunes. Au cours de sa mission réalisée entre le 11 mars et le 15 mars à Nouméa sur la situation, la délégation aux outre-mer de l'Assemblée nationale affirme,

mais sans les nommer, que des membres de l'UC ont averti des risques en ces termes : « Les représentants de ce parti ont déclaré aux rapporteurs : "Si vous touchez au corps électoral, ce sera la guerre. Nos jeunes sont prêts à y aller. S'il faut en sacrifier mille, on le fera." »

Une vraie campagne a ensuite été entreprise contre le projet de réforme électorale du gouvernement, qui a porté ses fruits, avec des discours parfois radicaux. Le 13 avril fut un point d'orgue – pacifique – de ce travail avec une mobilisation monstre rassemblant des dizaines de milliers de personnes dans le centre-ville de Nouméa, donnant une idée de l'ampleur de l'opposition au texte porté par Gérald Darmanin.

Du côté politique, entre-temps, devant le succès grandissant des manifestations, l'ouverture à toutes les composantes était finalement décidée par le FLNKS, fin mars, à l'occasion de son 42^e congrès. Un groupe de travail était alors mis sur pied pour modifier la charte du Front. Là encore, les discussions se sont enlisées, comme

le confiait au Monde un responsable d'un parti nationaliste, il y a quelques semaines. Pour lui, au-delà de la capacité à mobiliser, tout l'enjeu est de parvenir à définir une stratégie commune pour parler d'une même voix.

Ayant plus ou moins les mêmes missions d'informer sur la cause indépendantiste et de mobiliser, la CCAT s'est retrouvée aux côtés des comités nationalistes et citoyens (CNC) du FLNKS, rassemblant en particulier les membres du Palika, du RDO et de l'UPM n'ayant pas rejoint la cellule. Peu de temps avant le début de la crise, des tendances au sein de l'UC pressaient pour que le travail d'ouverture soit finalisé afin de pouvoir fusionner la CCAT et les CNC.

Les violences du 13 mai qui ont ciblé l'économie à Nouméa et qui semblent montrer que les radicaux l'ont, au moins provisoirement, emporté, en auront décidé autrement. Et ce, à la stupéfaction d'un grand nombre de manifestants de la CCAT. L'enquête ouverte le 17 mai par le parquet de Nouméa pour « association de

malfaiteurs, vols, dégradation par incendie en bande organisée, groupement en vue de commettre des violences ou des dégradations » déterminera s'il y a bien eu des « commanditaires » à toutes ces violences, selon le procureur.

Le 16 mai, sur France 2, le ministre de l'intérieur et des outre-mer a accusé la CCAT d'être une organisation « violente », qui « commet des pillages, des meurtres » et n'est « pas politique ». Il avait alors affirmé que « dix leaders mafieux du CCAT » avaient été assignés à résidence. Avant de regretter « qu'une partie des indépendantistes calédoniens aient fait un deal avec l'Azerbaïdjan », accusé d'ingérence en Nouvelle-Calédonie.

Dans le camp indépendantiste, ces déclarations de Gérald Darmanin visant la CCAT, ainsi que les accusations d'ingérence étrangère, sont perçues comme une manière pour le ministre de se dédouaner de son incapacité à gérer le dossier calédonien et de son manque d'anticipation de la crise actuelle. ■

MATHURIN DEREL